



CEROM

Comptes Économiques
Rapides pour l'Outre-mer

N° 30

Octobre 2020

Comptes économiques 2019 de Guadeloupe La croissance ralentit

En 2019, la croissance économique de la Guadeloupe s'élève à + 0,6 % après + 2,2 % en 2018 et devient inférieur à la dynamique nationale (+ 1,5 %). Le rythme en Martinique (+ 1,4 %) est plus favorable. La consommation des ménages progresse de 2,2 % malgré la diminution de la population et assume son rôle moteur dans la croissance économique, contrairement aux dépenses publiques qui se contractent de 2,3 %. Les investissements progressent mais à un rythme moins important que l'année précédente (+ 2,7 %, après + 7,2 % en 2018). Hors carburants, les importations sont stables (+ 0,1 %) et les exportations reculent de 1,7 %.

Matthieu Cornut, Insee

Le produit intérieur brut (PIB) de la Guadeloupe s'établit en 2019 à 9,5 milliards d'euros, ce qui représente une croissance en volume de + 0,6 %. Avec une population qui continue de décroître, le PIB par habitant atteint 25 092 euros, soit une progression de 1,7 %. Il s'établit à 25 145 euros en Martinique, contre 36 193 euros pour l'ensemble de la France.

La consommation des ménages est le principal moteur de la croissance

Les revenus des ménages sont en hausse de + 1,6 % en 2019 et l'encours des crédits à la consommation progresse encore (+ 8,2 % après + 8,9 % en 2018). La consommation des ménages continue

1 La croissance ralentit

Les principaux agrégats et leur évolution (en million d'euros courants et en %)

	Millions d'euros courants		Évolution en %		
	2019	Volume	Prix	Valeur	Contribution
Produit intérieur brut	9 512	0,6	0,7	1,3	0,6
Consommation des ménages	5 291	2,2	1,1	3,3	1,2
Consommation des administrations publiques	4 340	-2,3	0,5	-1,8	-1,1
Investissement	1 681	2,7	1,5	4,2	0,5
Importations de biens et services	3 239	1,0	2,1	3,1	-0,3
Exportations de biens et services	1 427	1,6	2,0	3,6	0,2
Variation de stocks	11	///	///	///	0,1

Source : Insee, CEROM, Comptes rapides.



ainsi d'augmenter (+ 2,2 % après + 2,8 % en 2018) malgré la diminution de la population et contribue à 1,2 point de croissance du PIB. L'inflation, qui s'élève à 1,1 %, est proche de celle observée en France métropolitaine (+ 1,2 %).

Le principal bénéficiaire de cette hausse est le secteur des biens manufacturés, dont le volume des ventes aux particuliers augmente de 3,7 %.

Les carburants (+ 5,9 %), l'hébergement et la restauration (+ 5,7 %) et les produits alimentaires transformés (+ 1,5 %) profitent également de cette bonne dynamique. Ces quatre secteurs représentent la moitié de la consommation des ménages.

A l'exception des produits pétroliers, l'augmentation de la demande est principalement satisfaite par une hausse de la production locale. Toutefois, quelques secteurs sont moins bien orientés : c'est le cas des produits agricoles dont les ventes, contraintes par une production en baisse et des prix qui s'envolent, chutent de 4,5 % en volume.

La dépense publique recule

En baisse de 2,3 %, la dépense publique ne joue plus en 2019 son rôle de moteur de la croissance, puisqu'elle contribue à la limiter de 1,1 point.

Cette réduction globale cache cependant des disparités entre les trois versants de la fonction publique. Le montant de la masse salariale baisse de 3,8 % dans la fonction publique d'état mais augmente dans la fonction publique territoriale (+ 1,0 %) et hospitalière (+ 0,9 %), simultanément à la mise en place dans plusieurs collectivités, sans stabilité des coûts, du nouveau régime indemnitaire de la fonction publique (RIFSEEP).

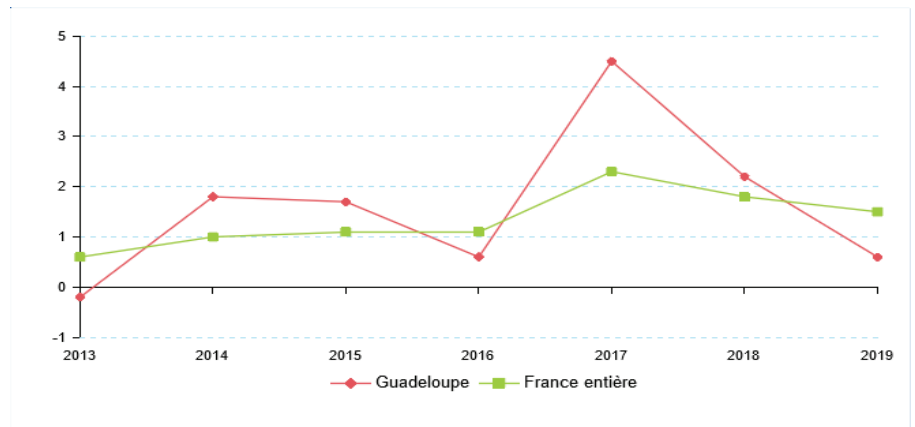
Les consommations intermédiaires des administrations baissent dans les trois fonctions publiques, mais dans des proportions différentes : alors que les hôpitaux restreignent leurs dépenses d'un tiers par rapport à 2018, les administrations d'état et locales les réduisent également mais dans de moindres proportions, économisant respectivement 2,1 % et 7,8 %.

La consommation de capital fixe, qui mesure comptablement l'utilisation normale des investissements passés et rentre en compte dans le calcul de la dépense publique, est en hausse de 3,3 %.

La formation brute de capital fixe (**définition**) augmente en volume de 2,7 % après une très bonne année 2018 (+ 7,2 %) et apporte 0,5 point de croissance à la Guadeloupe.

2 La croissance est moins régulière que dans l'ensemble du pays

Taux de croissance du PIB en volume (en %)



Note : les estimations antérieures à 2018 sont révisées, voir encadré méthodologique en fin de document.

Source : Insee, CEROM, Comptes rapides.

En 2020, la crise sanitaire stoppe la croissance.

En 2020, la pandémie de Covid-19 met un coup d'arrêt brutal à l'économie mondiale. La France est confinée du 17 mars au 11 mai et le gouvernement instaure l'état d'urgence sanitaire le 24 mars. L'économie du pays tout entier, et donc celle de la Guadeloupe, tourne au ralenti. L'activité recule de l'ordre de 20 % sur la période, ce qui correspond à un coût du confinement national de près de 3 points de croissance annuelle pour la Guadeloupe. La consommation des ménages est l'agrégat économique le plus impacté du fait de la fermeture des commerces non essentiels. L'activité commerciale (0,4 point), le transport (0,4 point), l'hôtel-café-restaurant (0,2 point), les services aux entreprises (0,3 point), ceux aux particuliers (0,3 point) et la construction (0,1 point) dont la baisse (- 21,3%) a été contenue par la poursuite de la plupart des chantiers dans le respect des gestes barrières ; contribuent pour plus de la moitié (1,7 point) des 3 points de baisse de croissance annuelle. En revanche, la création de richesses baisse peu ou prou dans quelques secteurs d'activité pendant le confinement :

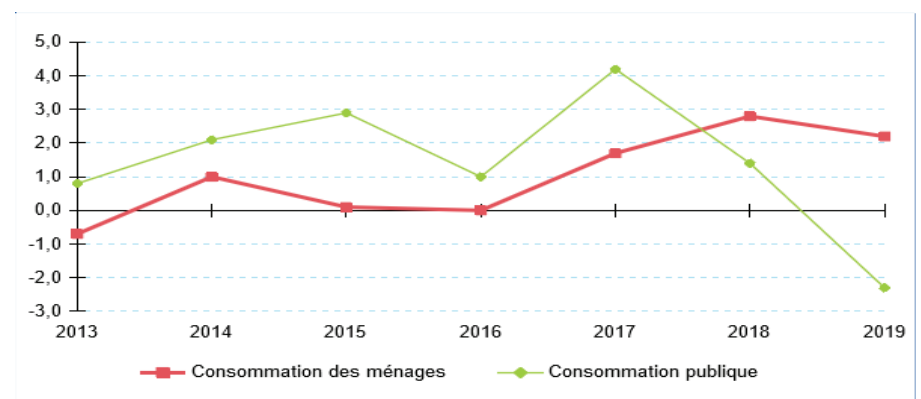
- l'alimentation, du fait d'un recours accru aux produits locaux ;
- l'énergie (hors produit pétrolier) et les télécommunications, piliers des nouveaux modes d'organisations du travail et du lien social depuis son domicile ;
- le financier qui participe pleinement aux dispositifs de soutien demandé par l'État.

Par ailleurs la baisse des revenus (-3,7 %) ayant été contenue par le dispositif exceptionnel de chômage partiel, il en résulte une épargne en hausse de 53 % sur la période dont 7,7 points de son évolution annuelle sont imputables au confinement. Désormais, l'ensemble des acteurs publics et privés de l'archipel se mobilisent pour la reprise, redoutant dans le même temps une reprise de l'épidémie qui pourrait conduire à un nouveau blocage de l'économie. L'impact final de la crise dépendra principalement de ces deux derniers facteurs.

Sources : ledom, Insee

3 La consommation des ménages et publique

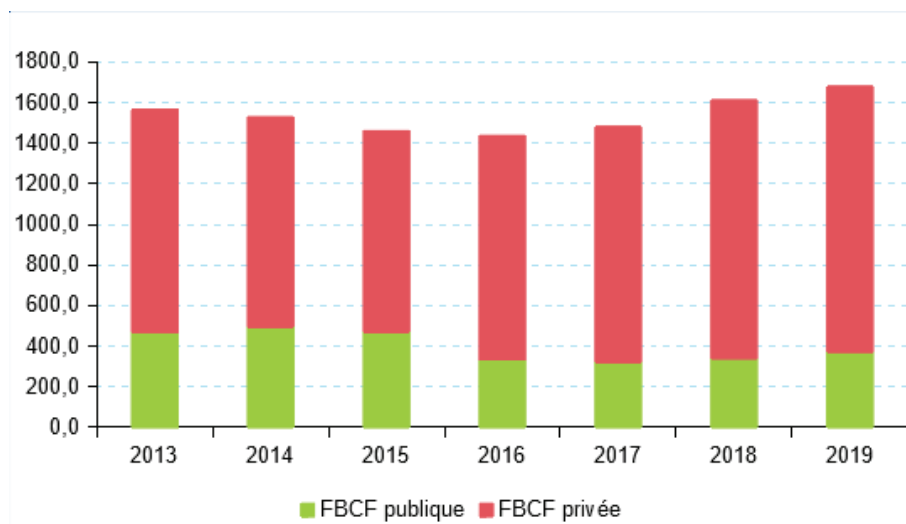
Évolution de la consommation en volume des ménages et des administrations (en %)



Source : Insee, CEROM, Comptes rapides.

4 L'investissement poursuit sa hausse

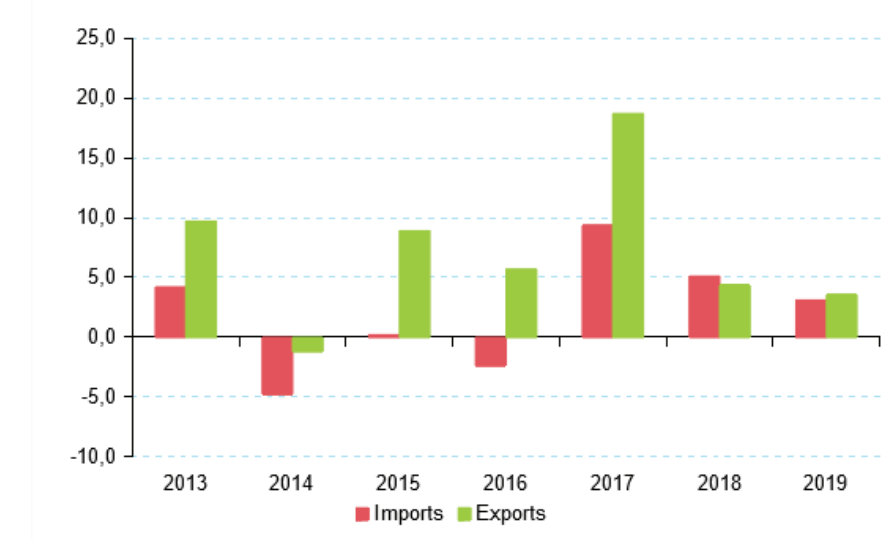
Montant des investissements (en millions d'euros courants)



Source : Insee, CEROM, Comptes rapides.

5 Les échanges commerciaux ralentissent

Évolution des échanges extérieurs en valeur (en %)



Source : Insee, CEROM, Comptes rapides.

L'investissement privé ralentit

L'investissement privé, qui représente 78 % de l'investissement total, continue d'augmenter (+ 1,3 %), mais à un rythme inférieur à celui des années précédentes (+ 7,9 % en 2018 et + 4,1 % en 2017).

Les encours de crédits à l'investissement des entreprises augmentent de 15,3 % et l'encours des crédits à l'habitat accordés aux ménages progresse de + 4,2 %.

Contrairement aux dépenses de fonctionnement, les investissements du secteur public sont en hausse de 7,7 %.

La mise en oeuvre du Plan Séisme Antilles par l'Etat s'est poursuivie avec la reconstruction d'écoles aux normes parasismiques et la réhabilitation parasismique des collèges

et des lycées.

Plusieurs communes ont lancé des rénovations de leur éclairage public et le centre hospitalier de Basse-Terre a procédé à la réhabilitation de son bloc opératoire.

L'important chantier du nouveau CHU se poursuit en 2019, avec comme objectif une livraison en 2022. En particulier, en mai 2019 ont commencé les travaux de contournement routier du site.

Cette bonne orientation confirme le redressement progressif de l'investissement public, entamé en 2018, après trois années de baisse consécutive. S'élevant à 370,1 millions d'euros, son niveau reste cependant inférieur à la moyenne des dix dernières années.

Des importations hors carburant stables

En excluant les approvisionnements de carburants, dont l'excédent par rapport à 2018 est réexpédié vers d'autres territoires, les importations de biens et services n'augmentent que de 0,1 %.

Les importations de produits issus des industries agro-alimentaires sont en baisse de 2,2 % malgré la hausse de la consommation des ménages, grâce à l'augmentation de la production locale.

Le secteur des biens manufacturés profite également d'une hausse de production sur le sol guadeloupéen pour stabiliser ses importations, davantage orientées cette année vers des biens d'investissement. La hausse des acheminements de machines industrielles, de matériels de communication et de matériels à usage médical compense la baisse des importations de navires et illustre la volonté d'améliorer l'appareil productif.

Les importations de services de transport, principalement constituées de billets d'avion achetés à des compagnies aériennes métropolitaines, sont en hausse de 2,5 %. Elles témoignent du dynamisme du secteur aérien, confirmé par les chiffres de fréquentation de l'aéroport Pôle Caraïbes.

Face à la baisse de la production agricole, les importations de produits agricoles augmentent (+ 6,9 %) pour satisfaire les besoins des ménages guadeloupéens et la consommation intermédiaire des entreprises du secteur agro-alimentaire.

Les exportations reculent

Les exportations de biens et services, hors dépenses des touristes et hors carburants, sont en baisse de 1,7 %. En 2018, la revente de navires d'occasion avait atteint un niveau exceptionnellement élevé avec le renouvellement de certaines flottes de location. Sans cette opération, les exportations de biens manufacturés chutent de 16,4 % en 2019. Le recul est du même niveau pour les produits alimentaires (-17,1 %).

En revanche, le secteur du transport, qui représente la moitié des exportations de la Guadeloupe, progresse de 2,5 %. La filière banane retrouve des couleurs avec des expéditions en hausse de 51,0 % après deux années de baisse suite au passage d'ouragans en septembre 2017.

Les dépenses directes des touristes, comptabilisées dans les exportations, augmentent légèrement et représentent 6,0 % du produit intérieur brut de la Guadeloupe. La baisse de la fréquentation des hôtels indique une captation de la clientèle touristique par les gîtes et les chambres d'hôtes. ■

Définitions

Le Produit intérieur brut (PIB) mesure la richesse produite sur un territoire donné, grâce à la somme des valeurs ajoutées des biens et services produits sur le territoire. Il est publié en volume et en valeur.

L'évolution en volume ou en « euros constants » permet de mesurer l'évolution du PIB d'une année sur l'autre, indépendamment de l'évolution des prix. Elle décrit l'évolution des quantités produites et fournit la croissance de l'économie.

L'évolution du prix du PIB mesure l'évolution de tous les prix présents dans l'économie : prix à la consommation des ménages (IPC), prix à la consommation des administrations, prix de l'investissement et prix du commerce extérieur.

L'évolution globale (volume et prix) fournit l'évolution du PIB en valeur.

La formation brute de capital fixe (FBCF) est constituée par les acquisitions moins les cessions d'actifs fixes réalisées par les producteurs résidents. Les actifs fixes sont les actifs corporels ou incorporels issus de processus de production et utilisés de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant au moins un an.

Méthode

Les comptes économiques rapides : une estimation précoce de la croissance

Produit par l'Insee, en partenariat avec l'AFD et l'Iedom dans le cadre du projet Cerom, les comptes rapides 2019 de la Guadeloupe reposent sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée. Il ne s'agit pas des comptes définitifs : les estimations pourront faire l'objet d'une révision à chaque campagne jusqu'à ce que la totalité des données de l'année soient connues.

Les données de 2015 à 2018 présentées dans cette publication ont été révisées cette année.

Les comptes économiques sont en base 2014

Depuis 2017, les comptes économiques sont réalisés en base 2014. Les changements de base sont opérés régulièrement afin de tenir compte de l'évolution du fonctionnement de l'économie. Le dernier changement intègre les modifications conceptuelles et méthodologiques introduites par la mise à jour du Système Européen des Comptes paru en 2010 (SEC 2010). En particulier, le champ des dépenses comptabilisées en investissements est élargi pour inclure les dépenses en recherche et développement, ainsi que les systèmes d'armes. Le trafic de stupéfiants et la production de la banque centrale sont également pris en compte. Toutes les recommandations du SEC 2010 n'ont néanmoins pas été transcrites dans les comptes des Antilles et de la Guyane, soit qu'ils relèvent de la prérogative nationale, soit qu'ils ne sont pas jugés pertinents au niveau régional.

Les changements introduits par une base sont tels que deux comptes de bases différentes ne sont pas comparables en niveaux. Pour assurer la comparabilité des séries de comptes du passé avec la série de comptes élaborée dans la base actuelle, il est nécessaire de recalculer entièrement les premiers selon les concepts et méthodes retenus dans la base actuelle. Il n'est donc pas pertinent de comparer les chiffres publiés aujourd'hui en base 2014 avec les chiffres publiés précédemment en base 2005 ou 1995. Afin d'effectuer des comparaisons spatiales ou temporelles, il faut disposer de l'ensemble des données rétropolées en base 2014.

Des comptes rapides issus d'une modélisation de l'économie guadeloupéenne

Le modèle utilisé pour construire les comptes rapides est un modèle macro-économique, de type keynésien, dit « quasi-comptable ». Il permet de projeter les comptes économiques d'une année donnée à partir d'hypothèses d'évolutions de l'offre et de la demande de biens et services. Aux Antilles-Guyane, ce modèle est construit avec 22 branches et 22 produits. Le modèle est basé sur le TES (Tableau des Entrées-Sorties) de la Comptabilité Nationale. En effet, ces relations comptables permettent d'assurer la cohérence du modèle en décrivant les équilibres nécessaires entre les ressources et les emplois pour chaque opération. La projection du compte se fait selon la méthode de Leontief, fondée sur les interactions entre branches, et celle de Keynes, fondée sur l'interaction revenu-consommation.

Pour en savoir plus

- Les comptes économiques de la Martinique, de la Guyane et de la Guadeloupe, cerom-outremer.fr.
- « Rapport annuel 2019 de l'IEDOM en Guadeloupe », 2020, www.iedom.fr/guadeloupe
- « Bilan économique 2019 de la Guadeloupe », Insee Conjoncture n°9, juin 2020
- Cornut M., « Les comptes économiques de la Martinique en 2019 : la croissance ralentit », Cerom n°31, octobre 2020
- Cornut M., « Les comptes économiques de la Guyane en 2019 : la consommation des ménages porte la croissance », Cerom n°32, octobre 2020

Service territorial de Guadeloupe
11, Parc d'activités de Jabrun
97122 Baie-Mahaut

Directeur de la publication :
Olivier LENA

Rédacteur en chef :
Sylvie BLANC

Mise en page :
Myriam JELAINÉ

ISSN : 2416-8106
© Insee 2019

